

La Compagnie des Nouveaux Disparus et l'Espace Magh présentent

ESPACE
MAGH

MON FILS CE DEMON

Avec : Ben Hamidou et Sibel Dincer

Ecriture et mise en scène : Jamal Youssfi

Assistanat : Maya de Waele

Collaboratrice artistique : Shaula Cambazzu

Chant : Sabrina El Koulali

Conseil et accompagnement dans l'écriture : Serge Kribus

Costume et scénographie : Pascaline Breuils De Tiecken

Création lumière : Renaud Ceulemans

Régie : Marc Rousseau

Régie plateau : Hafid Rich

Construction de décors : Hafid Rich et Marc Rousseau

Graphisme affiche : Elzo Durt

Production : Charlotte Evrard

Spectacle coproduit par l'Espace Magh asbl - En coproduction avec La Coop asbl et Shelter Prod - Avec le soutien de taxshelter.be, ING et du tax-shelter du gouvernement fédéral belge.



DOSSIER PEDAGOGIQUE

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	2
I. Présentation de la pièce	3
1. Synopsis	3
2. Projet artistique	3
3. Equipe artistique.....	5
II. Prolongements et pistes de travail	9
1. Des définitions pour mieux comprendre les enjeux	9
2. L'impossible deuil : les spécificités d'un attentat-suicide	11
3. La stigmatisation de la communauté musulmane	14
4. Compréhensions et incompréhensions du phénomène	17
III. Animations autour de la pièce	23
1. Avant la représentation	23
2. Juste après la représentation.....	23
3. De retour en classe	24
Contacts.....	25

INTRODUCTION

Pourquoi le fils a-t-il commis cet acte ? Pourquoi les parents n'ont rien vu ? Pourquoi l'auteur et metteur en scène a écrit la pièce comme ceci et a pensé la dramaturgie comme cela ? Pourquoi ? Pourquoi ? Pourquoi ? Cette pièce est la pièce des « pourquoi ? », la pièce des questions. C'est la pièce de l'incompréhension, car les questions restent sans réponse. En aucun cas, l'auteur ne cherche à expliquer, il veut plutôt apaiser le débat, en parlant à hauteur d'humains, loin des chiffres et des discours sécuritaires politico-médiatiques.

Pour chacune des pièces de la Compagnie des Nouveaux Disparus, une partie des représentations a lieu durant le temps scolaire pour accueillir les classes, mais aussi les publics fréquentant des centres de formation, d'alphabétisation ou de FLE.

Les toutes premières classes qui sont venues voir la pièce, au moment des répétitions générales, ont apprécié la manière dont elle abordait ce sujet complexe, sans stigmatisation et avec humilité. Certain.es jeunes ont dit avoir reconnu leurs propres parents dans l'interprétation du comédien et de la comédienne. La mise en scène apportait aussi une « lourdeur » à la peine et aux questionnements des parents, qui les ont touché.es. Les élèves d'une de ces classes – en majorité musulman.es – craignaient les amalgames en apprenant le sujet de la pièce, ils et elles se sont dit soulagé.es à l'issue de la représentation, car l'Islam n'y était pas mentionné trop souvent. Le milieu d'origine du kamikaze – plutôt aisé et intellectuel – contribue également à ne pas stigmatiser un groupe social en particulier et fait passer le message : cela arrive dans tous les milieux socio-culturels. Au final, les premiers jeunes à avoir vu *Mon fils ce démon* ont tou.te.s trouvé que la pièce était un bon point de départ pour les discussions autour de ce sujet compliqué.

Le travail artistique de la Compagnie s'inscrit toujours dans une démarche de réflexion sur la société dans laquelle nous vivons. En ce sens, nous proposons un accompagnement pédagogique autour de nos spectacles – véritables outils d'éducation citoyenne – aux écoles, aux organisations de jeunesse et aux organismes de cohésion sociale. Sans prétention aucune, ce dossier pédagogique a pour objectif de vous donner quelques clés pour aborder cette pièce de théâtre avec vos élèves, en amont et en aval du spectacle. Nous restons également à votre disposition pour préparer avec vous cette sortie culturelle et les animations qui pourraient en découler.

Au-delà de la présentation de la pièce et de son processus créatif (partie I), nous avons proposé plusieurs pistes de travail pour alimenter les échanges avec vos élèves après la pièce (partie II). Tout d'abord, nous avons commencé par revenir sur les définitions de termes que nous entendons tous les jours dans les médias ou la bouche des politiques (partie II, sous-partie 1). Puis, nous avons tenté d'apporter une analyse de ce que vivent les parents dans cette situation ou dont l'enfant est parti en Syrie (partie II, sous-partie 2). Au-delà de ces vécus personnels, nous tenions à parler de la défiance et de l'injonction à se justifier, voire à s'excuser, que subit la communauté musulmane – à différentes échelles – après de tels actes (partie II, sous-partie 3). Enfin, nous avons tenté de présenter les analyses et débats de quelques chercheur.ses universitaires (en sociologie, sciences politiques et psychologie) sur ce phénomène. Pour finir, cette pièce étant un matériel pédagogique, nous vous proposons des animations à mener en classe, avant et après le spectacle (partie III).

Bonne lecture !

I. PRÉSENTATION DE LA PIÈCE

1. Synopsis

Il était une fois...

Peut-on parler d'histoire, ou de tragédie ?

L'histoire de deux parents, séparés depuis vingt ans, après la naissance de leur fils. Seloua, la mère, est restée au Maroc, Saïd, le père, vit en Belgique.

La tragédie que vivent ces parents, et leur incompréhension après que leur enfant s'est donné la mort dans un attentat suicide, blessant et emportant plusieurs victimes avec lui.

Du jour au lendemain, leur vie s'effondre.

L'innommable a été commis par la chair de leur chair, comment accepter la déshumanisation de leur fils ?

La tragédie abordée dans *Mon fils ce démon* déconstruit le parcours de Seloua et Saïd, deux êtres humains, et deux parents, accusés d'avoir élevé un monstre.

Un Démon.

2. Projet artistique

Parler de ceux qui restent

Si la création est une réflexion sur le terrorisme, son angle apporte un regard inédit sur son traitement : on le découvre à travers le regard des parents, de la famille, des proches. Car on évoque très peu ceux qui restent. Les déchirures, toutes les questions qu'ils se posent, mais qui restent surtout sans réponses.

La question du terrorisme a déjà été abordée par de nombreux auteur·rices, de manière fictionnelle ou documentaire. Jamal Youssfi a souhaité par cette création évoquer la problématique par un prisme original car nombre de fausses idées concernent les proches des terroristes. On donnerait l'impression qu'ils cautionnent l'acte de leur enfant, pensent pareil. On les tient pour responsables. Or, qui pourrait croire qu'il ou elle contrôle tout ce que fait leur enfant, d'autant plus s'il est adulte ? Cette question de la responsabilité est à l'origine de la pièce : l'auteur raconte le point de vue des parents, donne à voir leurs questions et incompréhensions.

Démolir le tabou, déconstruire les clichés

Si Jamal Youssfi aborde la question du terrorisme dans son spectacle, c'est également pour lutter contre la stigmatisation de la communauté musulmane, notamment dans les communes largement pointées du doigt dans les médias à l'occasion des attentats de Paris et Bruxelles. Quand des actes immondes et horribles sont commis, et aussi régulièrement que cela l'a été ces dernières années, la communauté musulmane se retrouve alors dans la contrainte de se justifier. Lorsque ce n'est pas le cas, tout retombe sur ses membres, comme s'ils cautionnaient.

Il souhaite par ce travail, comme avec toutes ses précédentes créations, lutter contre les discours de haine, contre les amalgames faciles. Contre la stigmatisation des populations, des familles, des

quartiers. Contre les extrémismes. En utilisant un langage commun : la souffrance des victimes et des proches, la douleur universelle.

Entre documentation et rencontre

Pour écrire *Mon fils ce démon*, Jamal Youssfi a rencontré une maman dont le fils est parti en Syrie et est mort là-bas. Son témoignage a contribué à découvrir l'ampleur de l'incompréhension pour un parent, qui ne peut se résoudre à voir l'enfant qu'il était et l'inconnu qu'il est devenu. Des études, rencontres, essais et documentaires ont complété le témoignage pour en faire un récit entre fiction et documentaire.

La singularité des dispositifs

Mon fils ce démon est une dramaturgie de l'intime : le récit des deux parents entremêle des souvenirs, plus ou moins anciens avec leur enfant, ce qu'ils ont vécu quand ils ont appris la funeste nouvelle. Les spectateurs·trices sont transporté·es dans l'histoire personnelle, sans que concrètement quelque chose ne se passe sous leurs yeux. L'écriture fait appel à la force des souvenirs pour donner à voir le quotidien d'incertitude des deux parents.

L'espace scénique a également été réécrit pour s'approcher au mieux des émotions traversées par le récit : il trace un triangle, qui raconte les deux parents et le fils manquant.



3. Equipe artistique

Ecriture et mise en scène : Jamal Youssfi
Comédiennes : Ben Hamidou et Sibel Dincer
Assistanat : Maya de Waele
Collaboratrice artistique : Shaula Cambazzu
Chant : Sabine El Koulali
Costume et scénographie : Pascaline Breuls De Tiecken
Création lumière : Renaud Ceulemans
Régie : Marc Rousseau
Régie plateau : Hafid Rich
Construction de décors : Hafid Rich et Marc Rousseau
Graphisme affiche : Elzo Durt
Production : Charlotte Evrard

Sibel Dincer, comédienne

Sibel Dincer est née en Turquie. Après ses études de musique (chant-piano-violon) au Conservatoire d'Istanbul, elle poursuit son cursus artistique à l'Institut des arts de diffusion (IAD) de Louvain-La-Neuve, section théâtre, interprétation dramatique. Et s'installe alors en Belgique, son terreau de métissage artistique culturel. « Qu'est-ce que je peux emmener de plus, comme une artiste de la scène, dans le contexte théâtral en Belgique à partir de mon vécu ? » est la question qui la fait tracer son chemin. C'est la même question qui la dirige vers la traduction des œuvres de théâtre du français en turc, et vice-versa.



Au théâtre elle a joué, entre autres, dans les spectacles : *Ædipe sur la route* de Henry Baushau, mis en scène par Frédéric Dussenne, *Chambres de Minyana*, mis en scène par Patrick Descamps, *Voilà la tête, voilà le tronc, voilà les ailes* de Sevim Burak, mis en scène par Hüseyin Umaysiz. Depuis 2019, elle a rejoint la troupe de la Compagnie des Nouveaux Disparus, avec *L'Épopée Gypsy*.

En parallèle, elle développe son univers musical dans une symbiose entre la musique orientale, balkanique et jazz avec son groupe SIBEL, mais aussi avec les Gavur Gelinler, une formation a capella de femmes et chants polyphoniques. Elle s'investit également dans l'émancipation et l'épanouissement d'artistes amateurs, en coachant des groupes de femmes (La Maison des Femmes de Schaerbeek ; Baharat, formation de théâtre amateur turque) et en orchestrant la chorale multinationale Voxygen.

Ben Hamidou, comédien



Comédien, auteur et acteur autodidacte, il s'est formé au Club Med, puis au café-théâtre. Depuis plus de 20 ans, il mène des ateliers de théâtre avec de jeunes adolescents à Molenbeek, au sein de sa compagnie, Smoners. Il tourne, depuis plus de quinze ans, avec la Compagnie des Nouveaux Disparus, en Belgique et à l'étranger.

En 2004, il coécrit la pièce *Gembloux*, avec Gennaro Pitisci, Sam Touzani et Nacer Nafti, mise en scène par Gennaro Pitisci. Après quatre saisons à la Ligue d'improvisation Belge, il joue seul sur scène dans *Sainte-Fatima de Molem* de Gennaro Pitisci. Il jouera également dans *Moudawana forever*, qu'il a co-écrit avec Zidani, dans *La civilisation ma mère* de Driss Chraïbi, mis en scène

par Gennaro Pitisci, dans *Les chaussures de Fadi* de Caroline Safarian, dans *Les enfants de Don Juan* en duo avec Sam Touzani et dans *Bruxelles printemps noirs* de Jean-Marie Piemme, mis en scène par Philippe Sireuil.

Au cinéma, autre de ses passions, il apparaît dans *Les Barons* de Nabil Ben Yadir, *Deux jours une nuit* et *La fille inconnue* des frères Dardenne. Il tourne également dans une série d'Arte, *Au Service de la France*.

En 2021, il sera en tournée avec *L'Épopée Gipsy* de la Compagnie des Nouveaux Disparus et jouera dans *Ah les jolies colonies*, produit par le Brocoli théâtre / Smoners et mis en scène par Gennaro Pitisci. Il sera également au cinéma, dans *Saint Habib*, réalisé par Benoît Mariage et dans la série *Grond* sur Netflix, réalisé par Adil El Arbi, Billal Fallah et Mathieu Mortelmans.

Jamal Youssfi, auteur, metteur en scène et directeur artistique de la Compagnie des Nouveaux Disparus

C'est la rencontre avec Véronika Mabardi, professeur de déclamation et d'art dramatique à l'Académie de Saint-Josse-Ten-Noode, qui donna à Jamal Youssfi le goût du théâtre. Cette rencontre, c'est une chance. L'auteur ayant grandi au cœur de Saint-Josse, quartier populaire bruxellois, a connu les plaisirs mais aussi les difficultés des milieux populaires, notamment l'isolement culturel. Le théâtre lui a ouvert les portes de la réflexion citoyenne et du questionnement humain.

A partir de ce moment, les pièces et les écritures se suivent et ne se ressemblent pas. Mais sont porteuses d'un même engagement : faire tomber le mur qui sépare le monde de la culture et celui



des quartiers. Au départ, il mène avec Zineb Azzouzi des ateliers de théâtre, dans lesquels enfants et parents se rencontraient et se découvraient autrement. L'envie de partager le fruit de cette expérience avec le public a engendré la création d'un spectacle, mêlant comédien·nes amateur·trices et professionnel·les et intitulé *Les Histoires merveilleuses*. C'est alors que commence l'aventure associative et artistique de la Compagnie des Nouveaux Disparus.


Pour parfaire sa formation, Jamal Youssfi entre au Conservatoire de Mons en 1997, dans la classe de Frédéric Dussenne tout en continuant à donner des ateliers de théâtre aux jeunes des quartiers. Il monte alors la pièce *Chez Aziz* au Théâtre Le Public, qui marque le début du succès.

La Compagnie des Nouveaux Disparus

Huit créations, deux festivals annuels, une multitude de projets, plus de 1000 représentations et 300.000 spectateur.rices... Avec près de 25 ans de travail, la Compagnie des Nouveaux Disparus bénéficie d'une expérience unique mêlée d'une histoire de vie originale, faite de rencontres artistiques, de vie semi-foraine, de démarches associatives et d'esprit citoyen.

Constituée sous forme d'association sans but lucratif, sa mission principale est de défendre et mettre en place des projets en faveur de la démocratie culturelle. C'est en ce sens qu'elle va à la rencontre des personnes éloignées de l'offre culturelle et cherche à faire se rencontrer une mixité de publics. Pour cela, elle sillonne la Belgique francophone depuis plus de vingt ans, avec son chapiteau et ses spectacles, écrits et mis en scène par Jamal Youssfi et joués par une troupe de comédien·nes professionnel·les. Ces pièces de théâtre abordent toutes des thématiques sociales et interculturelles et constituent un apéritif culturel, un premier pas pour des personnes qui n'ont parfois jamais franchi les portes d'un théâtre ou d'un centre culturel. Autour d'un texte engagé, les spectacles de la Compagnie proposent une scénographie originale et interactive qui happe les spectateur·trices dans l'histoire.





JE FERME LES YEUX ET JE SENS UN
TREMBLEMENT.
J'AI L'IMPRESSION QUE TOUT AUTOUR DE
MOI BOUGE.
J'AI L'IMPRESSION DE PERDRE LE CONTRÔLE
DE MES PIEDS.
JE NE SENS PLUS MES JAMBES.
ILS S'ENFONCENT DANS LE SOL.
HA, J'AI MAL !
HA, MON VENTRE !
JE SENS QUE QUELQUE CHOSE NAÎT EN MOI,
COMME UNE BOULE DANS MON VENTRE,
UNE BOULE VIDE,
QUI S'EMPLIT EN MOI,
HA, QU'EST-CE QUI M'ARRIVE !
QU'EST-CE QUE VOUS M'AVEZ FAIT ?
MES LARMES SONT SANG.
MON ÂME ME TORD DE DOULEUR.
LES REGARDS SONT DES FUSILS,
LEURS PAROLES SONT DES COUTEAUX.
LUI MON... !
C'EST MON...
NON, NON, NON, ... PAS LUI !
MON FILS C'EST LUI LE DÉMON.

JAMAL YOUSSEFI

II. PROLONGEMENTS ET PISTES DE TRAVAIL

1. Des définitions pour mieux comprendre les enjeux

Al-Qaïda, islamisme, djihad, Daech, Etat Islamique, ... Tous ces termes sont utilisés et amalgamés dans les médias, mais aussi dans la conscience collective. Il est intéressant de réexpliquer et de recontextualiser certains termes afin de mieux comprendre de quoi on parle.

Termes associés à l'Islam

Islamique ou islamiste ? Le mot « islamique » désigne simplement ce qui relève de la civilisation de l'Islam (par exemple, la philosophie islamique, l'art islamique, la religion islamique, etc.) quand le terme « islamiste » est lui relatif à l'islamisme.

Califat : le territoire et la population musulmane qui y vit reconnaissent l'autorité d'un calife dans l'exercice politique du pouvoir. Ce mot sert aussi à désigner le régime politique lui-même et la période pendant laquelle il s'exerce.

Islamisation : se convertir à l'Islam et appliquer la loi islamique dans sa foi et sa vie quotidienne.

Djihad : l'ensemble des devoirs religieux des musulmans, qui ont pour but de s'améliorer à titre personnel et d'améliorer la société islamique. La lutte armée est une forme de djihad pour certains islamistes.

Etat islamique : un État dont l'Islam est la religion d'État : le régime politique, la législation et l'organisation des institutions s'inspirent en tout ou en partie du Coran, de la charia ou d'autres préceptes religieux.

L'Hégire ou Hijra : cela se traduit par le terme «émigration». C'est un symbole fort de la religion musulmane car il traduit l'événement fondateur de l'ère islamique, en 622, et la rupture avec les cultures polythéistes. Il a également une symbolique spirituelle vers une vie plus pure. Cette dimension prend une tout autre ampleur chez les djihadistes, pour qui hijra représente la fuite des pays corrompus pour vivre sous un régime islamique. Ils recherchent un lieu détaché de toute histoire et culture réelles.

Différentes branches de l'Islam

Sunnisme : un courant majoritaire de l'Islam (environ 90% de la communauté musulmane). Les sunnites sont, par définition, les hommes du Coran et de la sunna, c'est-à-dire de la tradition de tout l'enseignement du prophète Mahomet.

Chiisme : les chiites constituent la plus importante minorité de l'Islam (10% dans le monde). Ils estiment que la succession du Prophète aurait dû revenir aux seuls Alides, c'est-à-dire à Ali (cousin et gendre de Mahomet) et à sa descendance.

Il existe de nombreux autres courants ou écoles (soufisme, kharidjisme, ismaélisme, alouisme, etc.).

Trop de mots en « isme », on s’y perd !

Fondamentalisme : tendance de certains adeptes d’une religion à revenir à ce qu’ils considèrent comme fondamental, originel, et intangible dans les textes sacrés. Le fondamentalisme peut s’appliquer à de nombreux courants, quelles que soient les religions.

Salafisme : un courant fondamentaliste de l’Islam, qui prône aujourd’hui un retour à la religion pure des anciens. Cela implique un respect à la lettre de ce qui est écrit dans les textes religieux.

Intégrisme : attitude de certains croyants qui, au nom d’un respect intransigeant de la tradition, se refusent à toute évolution ou interprétation des textes sacrés.

Islamisme : un mouvement à la fois religieux et politique qui promeut l’expansion de l’islam ainsi que l’application stricte de la loi islamique, la charia, considérée comme l’unique source du droit, dans tous les domaines de la vie publique et privée.

Radicalisme : attitude d’esprit et doctrine de ceux qui veulent une rupture complète avec le passé institutionnel. Le terme peut recouvrir plusieurs réalités : cette réforme profonde de la société peut se faire par la violence, mais pas forcément ; elle peut être entraînée par une certaine vision de la religion. Le mot « radical » se dit aussi de quelqu’un qui va au fond des choses, ce qui peut supposer une étude poussée des textes religieux et une recherche de pureté.

Djihadisme : à la suite de l’échec de l’offensive menée par les Etats arabes contre Israël (1948), émerge une idéologie politique et religieuse islamique prônant l’utilisation de la violence afin d’instaurer un Etat Islamique ou de rétablir un califat. Si certains voient le djihadisme comme une obligation personnelle – au même titre que les cinq piliers de l’Islam – tant qu’une partie de la communauté musulmane souffre sous un joug étranger, pour d’autres c’est une école de formation religieuse et militante pour « créer » des djihadistes « professionnels ». Néanmoins, ce modèle djihadiste n’est pas forcément terroriste.

Qu’est-ce que le terrorisme ?

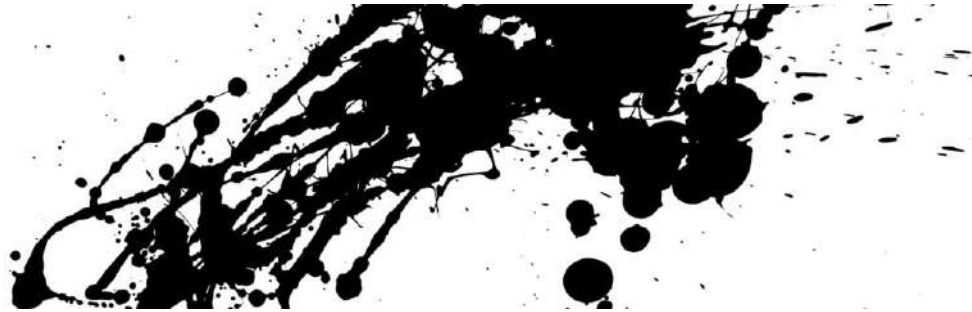
C’est le recours à la terreur et la violence pour imposer ses idées politiques ou son autorité. Le terrorisme est un mode d’action violente, pas une idéologie, qui se fait au nom d’un projet politique. Il se définit par trois éléments :

1. La motivation politique : la violence commise l’est au nom d’idéaux politiques (quels qu’ils soient)
2. L’usage d’une violence extrême et aléatoire, qui choque, blesse, tue des civils en dehors d’une guerre
3. La volonté de dominer politiquement par la panique, la diffusion d’un sentiment de peur généralisée (tout le monde peut se sentir visé n’importe quand, par n’importe qui).

Aujourd’hui, les organisations terroristes les plus médiatisées en Europe commettent des actes violents au nom d’un projet politique islamiste. On peut penser à Daech (ou l’Etat islamique), à Al-Qaïda (et ses succursales locales au Maghreb, dans la péninsule arabique, etc.), aux Frères Musulmans, aux Talibans ou à Boko Haram pour les plus connus.

Mais, il n'en a pas toujours été ainsi. Jusque dans les années 1990-2000, des groupes terroristes tels que l'Armée républicaine irlandaise¹, connue sous le signe IRA, l'ETA² au Pays basque ou les Forces armées révolutionnaires de Colombie³, plus connues comme FARC – alors actifs – tenaient une place importante dans les agendas politiques et médiatiques.

De même qu'aujourd'hui, d'autres continents sont confrontés à des organisations terroristes qui défendent des projets politiques non islamistes. On peut penser à l'Armée de libération nationale⁴ (ELN) et aux Autodéfenses unies⁵, qui s'opposent encore en Colombie, au Sentier Lumineux⁶ au Pérou, à la Fédération internationale de la jeunesse sikh⁷ et à Babbar Khalsa (deux organisations nationalistes sikh) en Inde.



2. L'impossible deuil : les spécificités d'un attentat-suicide

Aborder l'histoire par le prisme des parents permet non seulement de retracer le chemin du jeune depuis des années, mais aussi de découvrir le parcours qu'ils devront mener : faire le deuil de leur fils damné, justifier leur non-implication face à une société accusatrice et vivre avec un sentiment de culpabilité. En effet, si l'incompréhension et la douleur sont au centre des échanges des deux parents pendant la pièce, ils évoquent aussi, en filigrane, la pression sociale qui a déferlé sur eux.

Dans un attentat-suicide, on peut considérer qu'il y a trois sortes de victimes :

- Les victimes directes de l'attentat, blessées ou tuées ;
- Le fils qui est bourreau, mais aussi victime de la manipulation des groupes terroristes ;
- Les parents, rescapés de la tragédie, mais endeuillés et culpabilisés par l'acte de leur enfant.

Peut-on dire qu'un attentat-suicide est un suicide ou est-ce s'il s'agit d'un homicide ?

Pour l'auteur

Dans *Le Suicide*, Emile Durkheim – père de la sociologie en France – établit que ce phénomène ne résulte pas uniquement de motivations individuelles et présente des causes sociales. Les sciences sociales ont défini trois catégories de suicides particulièrement liées à la société ou la communauté dans laquelle l'individu évolue :

¹ *Irish Republican Army*

² *Euskadi ta Askatasuna* (pour « Pays basque et liberté » en basque)

³ *Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia*

⁴ *Ejército de Liberación Nacional*

⁵ *Autodefensas Unidas de Colombia*

⁶ *Sendero Luminoso*

⁷ *International Sikh Youth Federation*

- Le suicide altruiste : accompli comme un devoir ou imposé par la société ou le groupe ;
- Le suicide oblatif : l'individu se sacrifie pour une cause, pour le salut des autres (figure du martyr, glorifié dans les religions) ; ou pour atteindre un état considéré comme infiniment plus délectable ;
- Le suicide agressif : il s'accompagne du meurtre d'une ou de plusieurs autres personnes.

Il est important de noter que la majorité des terroristes ne présente pas de troubles psychopathologiques. Même s'ils ont été manipulés, ils sont responsables de leurs actes. La plupart du temps, ce sont des gens qui ont choisi la radicalisation pour échapper à leurs problèmes et les promesses répondaient à leurs besoins. Contrairement à un acte isolé accompli dans une douloureuse solitude ou un désespoir infini, il s'agit d'un acte éminemment social et politique. De ce point de vue, on peut dire que les attentats-suicides sont des homicides avant d'être des suicides.



Pour les parents

Pour les parents, on est sur une accumulation de sentiments, tous plus difficiles à vivre les uns que les autres. Tout d'abord, bien que ce soit un attentat, des parents restent des parents, ils vivent la perte de leur enfant, ils sont en deuil. De plus, un suicide est particulièrement violent du fait du caractère brutal de cette mort. Les parents subissent un deuil traumatique (comme pour des catastrophes, des guerres, etc.), auquel s'ajoute l'ambivalence des émotions face au caractère autoprovocqué de la mort. Quand celui qui tue et celui qui est tué se confondent, l'entourage est tiraillé entre son amour pour la victime et son hostilité à l'égard du meurtrier.

Presque tous les parents dont l'enfant s'est suicidé (ou a tenté de le faire) ont l'impression d'avoir été en faute quelque part, remettent en question leurs compétences parentales. Le « travail de deuil » des

parents sera d'autant plus long et compliqué que la douleur est entretenue, à la fois, par des images traumatiques du disparu, par les interrogations torturantes et interminables sur les significations et motivations de cet acte et par le sentiment d'avoir échoué à le garder en vie. Après un suicide, celui qui reste ne cesse de se demander et de se reprocher ce qu'il a fait, ce qu'il n'a pas fait, ce qu'il n'a pas compris, ce qu'il n'a pas entendu. C'est la période des « si », des « pourquoi » et des « comment » où l'intéressé.e revisite le passé à la recherche d'indices et de sens.

« Ce terroriste, c'était aussi mon enfant. C'est passer du sentiment du mauvais rêve à celui du cauchemar éveillé (...) J'ai le sentiment de douleur, d'impuissance et de culpabilité. Je me suis retrouvée face aux 130 victimes, j'ai ressenti tout ce poids sur mes épaules. »

Fatima, mère de Bilal, 20 ans, terroriste du 13 novembre

Dans le cas d'un attentat-suicide, le sentiment de culpabilité est double, car il est aussi lié aux victimes de l'attentat. La quête de réponses est encore renforcée. Pour finir, la stigmatisation sociale vient renforcer la solitude de ces parents. Pour une partie de la société, il est inconcevable d'accepter que les parents d'enfants radicalisés soient considérés comme des victimes et non comme des complices. Certaines personnes préfèrent leur attribuer l'étiquette de « parents d'auteurs » ou de « parents défaillants ». Leur sentiment de vide intérieur et la difficulté à trouver et surtout à accepter du soutien, soutien dont tout parent endeuillé a besoin.

Une majorité de parents de jeunes radicalisé.es et/ ou terroristes ne comprennent pas comment leur enfant en est arrivé là. Certains parents vont commencer à s'inquiéter, mais il sera déjà trop tard, et d'autres apprendront la mort ou le départ en Syrie de leur enfant sans même avoir eu le temps de comprendre la situation. Il y a un décalage énorme entre le souvenir qu'ils ont de leur enfant et l'inconnu qu'il est devenu. Pour

On a lavé mon enfant, on l'a lavé de l'intérieur.

Seloua, Mon fils ce démon

Saliha Ben Ali, mère de Sabri, un jeune mort en Syrie et fondatrice de l'association SAVE Belgium, les jeunes radicalisés, qu'ils partent rejoindre Daech, restent chez eux ou commettent des attentats, agissent comme des robots qu'on a drogués et désensibilisés pour qu'ils n'aient plus d'émotions.

C'est pourquoi la colère ressentie par les parents est principalement dirigée vers les organisations terroristes, plus rarement vers leur enfant. Le choix individuel est écarté pour se concentrer sur la manipulation, notamment car la plupart des jeunes sont tout juste majeurs ou à l'entrée de la vingtaine quand ils décident de partir en Syrie.

Avec son association, Saliha Ben Ali aide les familles de jeunes radicalisés. Pour elle, il faut faire la différence entre responsabilité et culpabilité. Elle pensait ne pas survivre à la perte de son fils, mais à présente elle agit, en faisant de la prévention partout où cela est possible, afin que cela ne se reproduise plus. Malgré la douleur et les moments de doute, elle évite de ressasser le passé et les « et si ça s'était passé autrement ? ». Elle met en avant, comme dans la pièce, que cela peut arriver à n'importe qui.

SOCIETY AGAINST VIOLENT EXTREMISM

SAVE Belgium est une association sans but lucratif ayant pour objet la lutte contre toutes formes de radicalisation violente. Elle effectue un travail de formation, de sensibilisation en milieu scolaire et en institution judiciaire et d'accompagnement de parents de jeunes radicalisé.es. >> <https://savebelgium.org/> <<

3. La stigmatisation de la communauté musulmane

À la suite des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, le terrorisme islamiste a pris une telle place dans le débat public qu'il y a, depuis, un amalgame dans les discours médiatiques et politiques entre terrorisme et islamisme. Cet amalgame sert aussi bien la cause des terroristes islamistes, qui cherchent à engendrer un sentiment de terreur, que les mouvements d'extrême-droite dans leurs idées d'exclusion identitaire.



En Hongrie, les militaires autorisés à tirer sur les migrants avec des armes non létales (2015)

Dans les discours de haine de l'extrême-droite, toutes les personnes originaires du Maghreb ou du Moyen-Orient sont musulmanes, donc assimilées aux islamistes et sont donc considérées comme de potentiels terroristes. Cette rhétorique s'appuie sur la peur générée par les attentats de 2015 et 2016 en France et ceux du 22 mars 2016 en Belgique. Elle a conduit à des décisions politiques et des comportements inhumains durant la crise migratoire de 2015-2016, et qui perdurent aujourd'hui. Les personnes qui tentent de rejoindre l'Europe,

notamment pour échapper au terrorisme dans leur pays, se retrouvent associées aux terroristes et elles-mêmes considérées comme un potentiel danger.

Cet amalgame est aussi une victoire pour les terroristes islamistes, qui cherchent à dresser une partie de la population contre une autre, en faisant penser à une entité nationale qu'une partie de sa population est potentiellement violente et en faisant croire à cette minorité qu'elle va être discriminée et ciblée dans des contre-attentats.

Le rôle des médias

Lorsque le monde est touché par une catastrophe, les médias ont pour rôle de véhiculer la parole des autorités. L'angle de traitement de l'information et le langage utilisé ont un réel impact sur notre perception du monde et des événements marquants qui s'y produisent. Mais quelles sont les sources utilisées par les médias ? Est-ce que les informations, les images et les messages qu'ils transmettent sont orientés pour influencer leur audience d'une manière ou d'une autre ?

Dans l'émotion, il est difficile de se poser ces questions et d'exercer son esprit critique, car on utilise des mots forts, des mots qui font peur. Les émotions font vendre. Dans le jargon de la presse, on parle de « la loi du mort-kilomètre » ou du « principe de proximité ». Les médias accordent plus d'importance aux victimes d'un drame en fonction de la distance qui les sépare du téléspectateur, auditeur ou lecteur

car ce dernier se sent plus touché par ce qui arrive près de chez lui. En Belgique, il ne fait aucun doute que les attentats ont ébranlé toute la population, mais force est de constater qu'il n'y a jamais eu un traitement médiatique similaire pour les attentats-suicides ailleurs dans le monde. Plus les victimes semblent éloignées, moins elles susciteront d'empathie.

Dans la presse, on peut constamment lire ou entendre qu'il y a une séparation communautaire – sur une base essentiellement religieuse – et une intégration difficile, voire impossible. Cette vision renforce l'idée que le problème est communautaire, et on oublie de prendre en compte les réalités socio-économiques. De plus, la manière de dépeindre les communautés repose essentiellement sur des stéréotypes et ne correspond pas toujours à la réalité.



Couvertures de magazines français

La volonté d'étancher la soif de curiosité morbide de certains peut devenir dangereuse, comme lorsque Sudpresse – un média qui n'est pas connu pour son professionnalisme et sa neutralité journalistique – a révélé l'adresse du magasin du père d'un des kamikazes du Bataclan ou évoqué le nombre de musulmans en Belgique et leur répartition sur le territoire, en parlant d'une « invasion comme s'il s'agissait de rats ». Outre ces mots nauséabonds, il est important de noter que la Belgique n'organise pas de recensement religieux et que les chiffres de l'étude citée avaient été établis par rapport au nombre d'habitants originaires d'un pays majoritairement de confession musulmane. Établir un lien entre la nationalité (ou le pays d'origine) et la confession religieuse est une ineptie, cela revient à considérer que toutes les personnes nées ou originaires d'un pays partagent une seule et unique religion, qu'aucune autre n'est possible, tout comme le fait de ne pas croire.

*De retour à la maison, je suis
accueilli par une nuée de
journalistes. Je n'ose même
pas descendre du taxi.*

Saïd, Mon fils ce démon

Un exemple de stigmatisation : la commune de Molenbeek

À la suite des attentats de Paris et de Bruxelles, la commune de Molenbeek-Saint-Jean a été envahie par les médias et est devenue mondialement connue, comme foyer européen du djihadisme.

Deux Français ayant résidé à Bruxelles figurent parmi les auteurs des attentats meurtriers de vendredi soir à Paris. L'un d'eux vivait dans la commune de Molenbeek, un lieu ayant la réputation d'abriter des terroristes.

Molenbeek, commune populaire dans la banlieue ouest de Bruxelles, est un nom tristement connu des services de police. C'est en effet dans ce quartier à forte population immigrée de la capitale belge que de nombreux jihadistes ont transité, voire sont présents si l'on en croit les derniers avancements dans l'enquête sur **les attentats à Paris** de ce 13 novembre. Le procureur général de Bruxelles a d'ailleurs annoncé un plan spécial pour la commune alors que le ministre belge de l'Intérieur, Jan Jambon, a déclaré qu'il allait s'occuper personnellement du dossier Molenbeek pour « reprendre le contrôle de la situation ».

De nombreux précédents

Depuis une vingtaine d'années, c'est à Molenbeek, où vivent quelque 96 000 Belges, qu'ont séjourné les auteurs de plusieurs attentats jihadistes : celui de l'assassinat du commandant Massoud en Afghanistan en 2001, tout comme Hassan El Haski, condamné pour avoir été l'un des concepteurs des **attentats de 2004 à Madrid** (191 morts et 1 800 blessés). C'est aussi à Molenbeek que se trouvait le responsable présumé de **la tuerie au Musée juif de Bruxelles**, Mehdi Nemmouche, qui avait fait quatre morts en mai 2014.

Une cellule terroriste, démantelée en janvier à Verviers, dans l'est du pays, avait également des attaches à Molenbeek. Quant à **Amedy Coulibaly**, qui avait tué une policière et quatre personnes dans un supermarché juif de Paris en janvier dernier, il avait acheté des armes dans ce quartier, tout comme Ayoub El Khazzani, l'homme qui avait ouvert le feu en août dernier dans **le Thalys reliant Bruxelles à Paris**. Molenbeek a enfin fait parler d'elle lors du procès sous haute sécurité contre 46 membres du groupe salafiste Sharia4Belgium, filière de recrutement pour la Syrie. Et puis, au lendemain des attentats de Paris, cinq personnes y ont été interpellées.

Article de RFI - Attentats à Paris : Molenbeek, foyer de jihadistes malgré lui

Dans de très nombreux médias, un lien de causalité a été fait entre la radicalisation islamiste et cette commune, stigmatisant toute la population molenbeekoise, qui a dû faire face à un climat de suspicion sans précédent.

« Les attentats ont vraiment changé les choses : l'image de la commune, l'image des jeunes musulmans. On nous voit comme des futurs djihadistes. » Othman, 20 ans

La première réponse a d'abord été le tout sécuritaire, comme le rappelle les propos du ministre belge de l'Intérieur de l'époque, Jan Jambon, qui avait déclaré qu'il allait s'occuper personnellement de « reprendre le contrôle de la situation » et de « nettoyer Molenbeek ».

« Qu'est-ce que vous voulez que l'on fasse contre des terroristes qui ont décidé de s'installer chez nous ? »

Les institutions belges et la Commune ont depuis tenté de renouveler l'image de Molenbeek avec différentes initiatives positives et remarquables. Le calme est revenu mais certains s'inquiètent encore

du communautarisme musulman et de la délinquance dans les quartiers. Molenbeek reste sous la haute surveillance des autorités, même si la criminalité organisée à connotation terroriste semble avoir disparu. Entre résignation face à la stigmatisation et la volonté de changer les choses, les molenbeekois.es restent marqué.es par les attentats.

« Les habitants l'ont vécu comme une grande souffrance (et) (...) peinent à se reconstruire. » Olivier, militant associatif

En parallèle, plusieurs collectifs d'associations locales ont mis en place des ateliers pour les habitant.es, et notamment les plus jeunes, victimes de ces amalgames, afin de leur rendre la parole, parole volée et déformée par les médias et les politiques. La stigmatisation vécue par ces jeunes est à l'origine d'un mal-être profond, ils sont nombreux à décrire des émotions telles que la tristesse, le désarroi, le désespoir ou encore l'exaspération. Différents projets ont été impulsés par des jeunes eux-mêmes pour lutter contre l'étiquette de « terroriste » qu'on leur a collé sur le front et travailler contre les sentiments de culpabilité et de malaise, ressentis par de nombreux jeunes Molenbeekois, associés malgré eux aux attentats terroristes.

« Je pense qu'aujourd'hui, on doit faire attention à tout ce qu'on dit, à comment on parle et à qui on parle sinon on risque d'avoir des emmerdes inutilement. Chaque parole ou geste peut être mal compris. » Bilal, 22 ans



4. Compréhensions et incompréhensions du phénomène

Au lendemain des attentats de novembre 2015 à Paris, Manuel Valls, alors Premier ministre de la France, disait qu'« expliquer le djihadisme, c'est déjà vouloir un peu excuser », exprimant ainsi sa défiance à l'égard des sciences sociales et des analyses qu'elles pouvaient fournir sur ce phénomène de violence terroriste. Dans cette logique, les causes collectives sont ravalées au rang d'« excuses sociologiques » et les réponses policières et pénales sont renforcées, au détriment du secteur social. Les pouvoirs publics ont besoin de montrer qu'ils réagissent vite et fort pour rassurer les populations. Et quand on n'a pas le temps, on ne s'encombre pas avec les nuances, on fait des grandes catégories : les stéréotypes, qui, véhiculés ensuite dans les discours politiques et médiatiques, renforcent le racisme tout comme le repli identitaire.

Mais au fond, à quoi servent les sciences sociales ?

Il s'agit d'abord de préciser que les chercheur.ses en sciences sociales qui travaillent sur les phénomènes de radicalisation religieuse ou de terrorisme n'étudient pas le Coran, ni ses diverses interprétations.

Leurs recherches se situent dans les domaines de la science politique, de la sociologie, de l'histoire ou de l'histoire des idées. Elles permettent d'éclairer l'action institutionnelle pour s'assurer qu'elle ne va pas aggraver les phénomènes qu'elle entend combattre. Par exemple, elles vont étudier les logiques à l'œuvre plutôt que d'établir des « profils de radicaux » car des personnes aux mêmes propriétés sociales et aux expériences similaires n'agiront pas forcément de la même manière.

L'impossible profil type

En sciences sociales, pour comprendre des phénomènes, on cherche à établir un profil type. Ce n'est pas une personne précise, il s'agit d'un outil méthodologique, qui reprend les caractéristiques majeures d'un groupe social. Il faut donc garder à l'esprit qu'il existe de nombreux profils de radicalisé.es. Il y a, entre autres, une différence énorme entre celles et ceux qui partent en Syrie et ceux qui sont prêts à commettre un attentat-suicide. Tou.te.s n'ont pas la volonté de mourir pour la cause, et pourtant, on leur colle généralement la même étiquette sur le front.

La pièce *Mon fils ce démon* cherche justement à montrer que cela peut arriver dans toutes les familles, quel que soit son profil socio-économique ou son rapport à la religion. Pour cela, le profil du fils – raconté par ses parents dans le spectacle – va à l'encontre du profil type établi en sciences sociales, que l'on va tâcher de présenter dans ces grandes lignes. Et on le rappelle, cela n'explique jamais tout !



Des parents défaillants, vraiment ?!

Les parents des jeunes radicalisé.es sont majoritairement des immigré.es de première génération, de milieux populaires (plutôt ouvriers qualifiés ou artisans) mais non précarisés. Pour eux, l'ascension sociale de leurs enfants passe par l'école, ils ont donc mis en place une sorte de « cloche parentale » autour d'eux (contrôle des fréquentations, origines culturelles et religieuses gommées, etc.) pour la favoriser. Au fil des années, la compétition scolaire s'intensifiant, certains jeunes voient leurs résultats

baisser et peuvent se sentir jugés, voire exclus. Par peur de décevoir leurs parents ou par rejet de la réussite scolaire qu'ils avaient valorisée, ces jeunes peuvent alors s'éloigner de leurs parents.

Un rapport radical à la religion

Qu'ils soient musulmans ou convertis, ces jeunes n'ont presque jamais d'éducation religieuse. Nombreux sont ceux qui entretiennent un rapport conflictuel avec la mosquée locale et ils maîtrisent rarement l'arabe écrit, voire parlé. Au regard de la faiblesse de leur savoir religieux, on ne peut pas dire que la radicalisation religieuse serait le premier stade de la radicalisation politique.

Il s'agit, bien souvent, de jeunes ayant été impliqués dans des faits de délinquance ordinaire, avant leur (re)conversion. Celle-ci est souvent soudaine et s'opère dans le cadre d'une bande de copains ou sur Internet avec des tiers plus aguerris idéologiquement : des « gens comme eux », rencontrés par l'intermédiaire d'un recruteur. Avant d'aborder la question religieuse, ce dernier fournit de la documentation, des conseils pratiques, et pousse les jeunes d'un groupe à renforcer leurs liens affectifs et de loyauté. Il ne contraint pas les jeunes à agir, mais leur offre des raisons et des modes d'actions.

Néanmoins, ces jeunes radicaux sont sincèrement croyants et leur référentiel est profondément islamique. Ils accordent une grande importance à la religiosité, à la manière dont le croyant vit sa religion et s'approprie des éléments de théologie et de pratiques.

Un conflit générationnel et un rejet de l'autorité

La radicalisation de ces jeunes a une dimension générationnelle. Ils rejettent l'autorité et l'Islam de leurs parents, pas forcément les personnes en elles-mêmes, mais ce qu'elles représentent, à savoir les humiliations et les concessions faites à la société européenne. La radicalisation est alors une solution pour condamner à la fois le modèle occidental et le modèle parental, contaminé par les valeurs de la société d'accueil.

De plus, leur lutte ne s'inscrit dans les celles de leurs parents, ils ignorent les mouvements politiques et religieux qui les ont précédés (pro-Palestine, contre l'islamophobie, ONG islamique). Ils savent mieux et pensent être les maîtres de la vérité.

Par ailleurs, une part non négligeable de radicalisés sont mariés et jeunes pères, et laissent derrière eux des « veuves noires » et des « lionceaux », pour se consacrer à la cause. Les conjoints se choisissent (ou sont suggérés par les pairs) sur un projet idéologique en dehors du lien familial. Ce qui explique l'augmentation du nombre de femmes, souvent très jeunes, parmi les radicalisés.

Enfin, cette dimension générationnelle est accentuée pour ceux qui sont allés en prison, car ils ont pu y rencontrer des pairs radicalisés. La révolte contre le système, la diffusion d'un salafisme simplifié dans un groupe soudé et la relecture de la délinquance sont perçus comme une contestation politique légitime.

En rupture avec leur vie d'avant

La radicalisation se fait en dehors du milieu social, il y a un décalage entre les jeunes radicalisés et leur entourage immédiat, ce qui explique la surprise et le scepticisme des proches après un attentat ou un départ. Être en quête spirituelle, se chercher ou critiquer la manière de vivre de ses parents est un passage normal pour le jeune adulte, alors quand faut-il s'inquiéter ? La critique systémique, une croyance extrême et de nouvelles habitudes peuvent être des signaux d'alarme. Par exemple, le jeune peut être amené à changer son mode de vie concernant la nourriture, ses sorties, ses moments de prières, et délaisser ses hobbies et centres d'intérêt, devenus futiles pour lui.

Les radicalisés brouillent les repères historiques et géographiques. Pour justifier leur engagement, ils font référence à des conflits différents ou non-datés, ainsi qu'aux croisades. En outre, ils ne cherchent pas à s'intégrer dans le pays où ils combattent, car ils se réfèrent au « Cham » et non à la Syrie, dont les frontières contemporaines sont ignorées. Ils idéalisent une *hijra* (exil) vers un espace « pur » islamisé.

Ils construisent leur nouvelle identité sur l'image du super-héros : alors que leur vie est vide ou trop normale, ils reçoivent l'appel et se transfigurent en personnage tout-puissant, prêt à venger le « peuple musulman » des atrocités commises par les pays occidentaux. Des noms de combattants sont même donnés aux jeunes djihadistes. Et le djihad comme lutte armée est embelli. L'esthétique de l'héroïsme et de la violence moderne sont mis en scène dans des montages vidéo (uniformes qui rappellent ceux des ninjas, fraternité exhibée, otages à genoux, exécutions scénarisées, lecture des sentences par les bourreaux, etc.).

Le processus d'embrigadement

On estime que la grande majorité des processus de radicalisation s'opère par Internet. Quelques mosquées salafistes et les prisons sont également pointées du doigt. Cet embrigadement débute par une phase de séduction, suivie d'une phase d'isolement.

Qu'ils soient désorientés, victimes de discriminations, mus par des pulsions agressives, ou en quête de reconnaissance, de pureté ou d'idéal, ces jeunes ont en commun une fragilité qui les rend réceptifs aux discours les plus radicaux leur promettant un monde nouveau. Les recruteurs de Daech savent exploiter méthodiquement ces failles et leur inspirer la confiance.

Les méthodes sont multiples mais l'Etat Islamique emploie surtout des interlocuteurs relais sur Internet (des conseillers en *hijra*), qui peuvent contacter des personnes dans le monde entier, ciblées grâce aux algorithmes des réseaux sociaux et l'historique des recherches. Ils se présentent aux jeunes comme soldat du califat et fidèle disciple du Coran.

Ces techniques sont les mêmes que celles utilisées par les sectes. Les recruteurs insufflent l'idée d'un complot occidental, transmettent la propagande de Daech (avec son langage et ses arguments) et interdisent progressivement aux jeunes disciples de communiquer avec le monde extérieur hostile, avant de les aider à contourner les obstacles pour rejoindre la Syrie.

Des éléments de débats

Islamisation de la radicalité ou radicalisation de l'islam ?

Ce débat prend autant de place dans les milieux universitaires que dans les médias. Il cherche à voir le rôle et l'importance qui sont accordés à la variable idéologique dans la compréhension du phénomène des attentats et de la radicalisation. Deux politistes français s'opposent particulièrement :

Tout d'abord, Gilles Kepel, analyse le phénomène en considérant que c'est l'Islam qui est radicalisé. Dans ses travaux les plus récents, il accorde un poids important à la variable idéologique et à la thèse de la radicalisation de l'islam, plus précisément du salafisme. Dans ses ouvrages, il reconstitue avec minutie le parcours intellectuel des protagonistes, tout en scrutant de près les textes qu'il considère les plus influents. Cette littérature idéologique serait caractéristique de ce que Kepel appelle le terrorisme de « troisième génération », un type de terrorisme qui diffère des deux premières périodes⁸, dans la

⁸ Les deux premières générations de terrorisme sont le djihadisme afghan dans les années 1980, puis un terrorisme vertical et centralisé autour d'une cellule mère, dont les attentats du 11 septembre 2001 sont l'apothéose.

mesure où il serait de proximité, « consistant à passer sous les radars de l'ennemi et à retourner contre lui ses propres enfants adoptifs ou naturels ».

Pour Olivier Roy, la question ne relève pas des textes du salafisme radical, même s'il reconnaît l'influence des courants radicaux : « La radicalisation de l'islam existe, le salafisme existe, il se répand parmi les jeunes en Europe et au Moyen-Orient. Mais je conteste l'idée que le salafisme est le sas d'entrée dans le terrorisme. ». Ainsi, dans son ouvrage *Le djihad et la mort*, il y substitue une origine différente, laquelle n'appartient pas en propre à l'islam puisqu'il s'agit d'une sorte d'idéologie fonctionnelle, laquelle repose sur une passion de la destruction, ce qu'il appelle une « dimension mortifère ». Roy insiste sur « l'islamisation de la radicalité » : les actes de terrorisme ne seraient pas motivés par des considérations idéologiques ou religieuses même si, à première vue, cela peut sembler le cas. Selon lui, il s'agit d'une façade qui masque quelque chose de plus profond, soit une révolte générationnelle, un « nihilisme générationnel » qui a déjà existé sous d'autres formes dans le passé. « [les contestations] sont générationnelles : de la révolution culturelle à Daech en passant par la bande à Baader, on reproche aux parents d'avoir "trahi" (la révolution, la démocratie, l'islam) et de ne pas avoir transmis la vérité ». Dans un monde qu'ils perçoivent à la dérive, des jeunes passent à l'acte de violence ultime et, dans ce cas-ci, au nom de l'islam, mais il s'agirait en quelque sorte d'un emprunt de circonstance, sans véritable adhésion de la part des terroristes.

La place d'Internet

Bien qu'ils s'accordent tous les deux sur l'importance d'Internet dans le phénomène, ils n'y voient pas les mêmes impacts. D'une part, Internet a permis, selon Kepel, la diffusion des textes à une échelle inédite jusque-là, en abolissant les distances, et a conduit à l'émergence d'une nouvelle catégorie d'acteurs qui ont pu s'improviser comme *oulémas* (théologiens, généralement sunnites) et guides spirituels. Ces nouveaux acteurs lancent des appels au djihad dans une langue arabe peu soutenue et une connaissance approximative des textes – au contraire des *oulémas* traditionnels. Pour Olivier Roy, Internet contribue à conforter deux mouvements, d'une part, celui de l'individualisation et, d'autre part, celui de la « constitution d'une communauté imaginaire », avec laquelle des jeunes qui se sentent isolés peuvent échanger sur leur situation particulière pour y chercher conseil. Le recours à la Toile vient ainsi suppléer un déficit de sociabilité et « offrir un espace de substitution ».

La question de l'islamophobie

Enfin, ils s'opposent également au sujet de l'islamophobie. Olivier Roy écrivait après les Attentats de Charlie Hebdo que l'on « reproche aux musulmans d'être communautarisés, mais on leur demande de réagir contre le terrorisme en tant que communauté. C'est ce qu'on appelle la double contrainte : soyez ce que je vous demande de ne pas être. Et la réponse à une contrainte ne peut être qu'inaudible ». Pour Gilles Kepel, au contraire, l'islamophobie serait faire le jeu des djihadistes car ces derniers s'appuieraient, selon lui, sur une posture victimaire. Il voit dans l'« invention » de l'islamophobie une « campagne planétaire, portée au paroxysme par les médias de la région [du Moyen-Orient] [...] Notons que ce sont ces derniers [les Frères musulmans] qui inventent le terme dans les années 1990 pour criminaliser la moindre critique du dogme religieux [...], tout en construisant une symétrie précieuse avec l'antisémitisme afin de bénéficier des dividendes moraux de la victimisation et de retourner celle-ci contre Israël et le sionisme ». Ce à quoi, Vincent Gesser, autre politiste français, a répondu : « Il est étonnant qu'un politiste confirmé comme Gilles Kepel reprenne à son compte cette thèse qui a été invalidée depuis par de nombreux travaux académiques, soulignant l'ancienneté du terme "islamophobie" dans la langue française et ses usages courants dans le champ scientifique anglo-saxon. Plus grave, une telle thèse vient à faire porter la responsabilité de la diffusion du djihadisme dans les

banlieues françaises aux militants antiracistes, alors qu'en prenant en charge la question de l'islamophobie et en lui donnant une certaine officialité, ces derniers ont souvent évité les réponses extrémistes et désespérées. »

Et après ?

La question du rapatriement des djihadistes

Le gouvernement belge se positionne contre depuis 2017. Paul Van Tigchelt, le directeur de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM) estime que la meilleure option est de rapatrier les combattants belges pour les juger ici, mais le retour des djihadistes réveille un sentiment d'insécurité en Belgique. Depuis 2013 et les premiers départs, certains sont parvenus à rentrer. La Belgique est d'ailleurs un des pays européens qui a le plus jugé et condamné à de la prison ses ressortissants de retour de Syrie (près de 70% des « returnees »). Mais la réponse judiciaire ne pourra pas être efficace sans un accompagnement psycho-social sur la durée.

En ce qui concerne les enfants, qu'ils soient partis tous petits avec leurs parents ou qu'ils soient nés en Syrie, ce sont des victimes. Victimes des choix de leurs parents, victimes d'une guerre qu'ils n'ont pas choisie, victimes de l'étiquette du « terrorisme » qui marquera leur destin au fer rouge, victimes de conditions psychologiques et sanitaires indescriptibles dans les camps en Syrie, victimes d'un blocage politique qui empêche leur retour.

A l'heure où nous clôturons ce dossier, la Belgique a commencé à poser les jalons de l'opération de rapatriement des enfants belges de moins de 12 ans détenus en Syrie, et de certaines mères. Au même moment, en France, quelque 110 personnalités, artistes, médecins, universitaires ou magistrats appellent, dans une tribune publiée dans Le Monde au rapatriement des enfants français et de leurs mères, détenus dans des conditions désastreuses.

La question de la déradicalisation

Selon le psychanalyste Fethi Benslama, le terme « déradicalisation » n'est pas correct car on n'enlève pas la radicalisation de quelqu'un, on ne le ramène pas à ce qu'il était avant, on ne lave pas les cerveaux. Le but est de prévenir et d'empêcher que quelqu'un bascule dans la violence. Il ne faut pas jouer le même jeu de manipulation que ceux qui opèrent la propagande, il ne faut pas manipuler le jeune radicalisé pour essayer de changer ses idées. Il s'agit plutôt de l'aider à faire un travail sur lui-même pour se transformer à nouveau, afin de renoncer à la violence et s'insérer socialement. Plusieurs aspects sont à travailler en parallèle : éducatifs, sociaux (aide à la formation et à l'emploi) et psychologiques.



III. ANIMATIONS AUTOUR DE LA PIÈCE

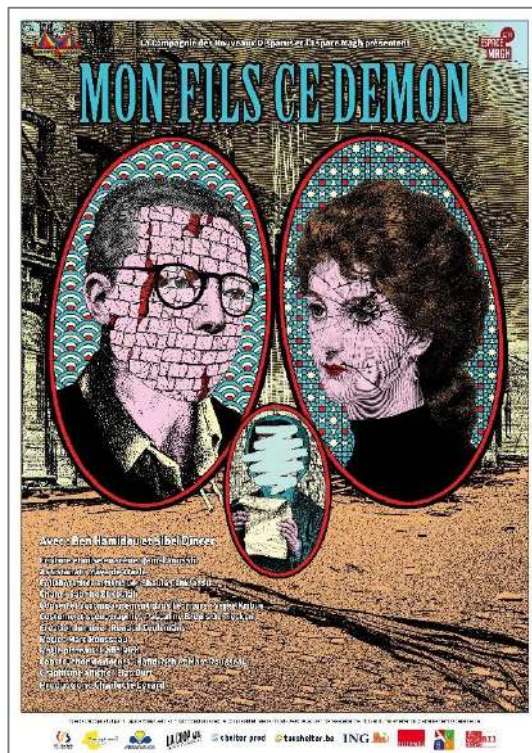
1. Avant la représentation

Certain.es élèves ne sont jamais allé.es au théâtre, ou n’en ont pas l’habitude. Il est important de préparer le groupe à voir un spectacle.

- « **Le théâtre, c’est pas du cinéma** » (en classe) : réflexion collective sur les différences entre le théâtre et le cinéma, afin que chacun.e prenne conscience qu’au théâtre, les comédien.nes sont là « pour de vrai », entendent et voient le public, et ont donc besoin de son attention pour jouer.

- **Échange autour de l’affiche** : montrer l’affiche du spectacle aux élèves et leur demander de réagir et de décrire les éléments qui les interpellent. Les conduire à interpréter les visages, à s’interroger sur le décor et les accessoires.

- **Echange autour du titre** : demander aux élèves leurs définitions des termes « fils » et « démon ». En panne d’inspiration ? <https://www.cnrtl.fr/definition/> Qu’induit pour elles et eux le décalage entre les mots « fils » (qui plus est précédé de l’adjectif possessif « mon ») et « démon » ?



- « **C’est quoi être sur scène ?** » (juste avant la pièce) : cette animation se fait de préférence juste avant le spectacle car elle a pour objectif de sensibiliser les futur.es spectateur.trices à la pratique théâtrale, en les faisant monter sur scène et prendre la parole en public. Cette expérience rend les élèves plus réceptif.ves lors de la représentation.

2. Juste après la représentation

Nous proposons un temps d’échange « à chaud » aux groupes ayant assisté aux représentations réservées aux publics scolaire et associatif :

- « **Bord de scène** » : c’est un temps d’échange privilégié durant lequel les élèves partagent avec les comédien.nes et le metteur en scène leur ressenti sur le spectacle.
- « **Foire aux émotions** » : ce spectacle m’a ... (ému.e ; écoeuré.e ; ennuyé.e ; réveillé.e ; choqué.e ; bouleversé.e ; interrogé.e ; fait réfléchir ; etc.) ... parce que



3. De retour en classe

Ces idées ne sont pas exhaustives, nous pouvons réfléchir ensemble à d'autres suites à donner à la représentation. Nous proposons aussi qu'un.e animateur.trice socio-culturel.le et/ ou un.e comédien.ne de la Compagnie mènent des activités dans les établissements et structures intéressés.

- **Analyse de la représentation :**
 - Décrire le dispositif scénique, noter ses particularités (décor, lumière, son, etc.).
 - Décrire le jeu de la comédienne et du comédien (déplacements, gestuelles, voix)
 - Proposer des explications aux choix scéniques : permettaient-ils d'accentuer l'oppression ressentie par les parents et les spectateur.trices ? De se concentrer sur l'essentiel ?
 - Qu'ont-ils et elles pensé des personnages ? De leurs histoires ? De leurs milieux sociaux ?
 - Exprimer les émotions ressenties : tout au long de la pièce ; lors de la scène finale.
- **Une lettre à un des parents :** qu'avez-vous envie de dire aux parents ? à la mère ou au père ?
 - En jeu théâtral improvisé
 - A l'écrit, par lettre ou par mail

Nous espérons que ce dossier vous a donné quelques clés quant à la démarche pédagogique que nous proposons avec la pièce *Mon fils ce démon*. Nous restons à votre disposition pour organiser au mieux notre rencontre.



CONTACTS

La Compagnie des Nouveaux Disparus :

info@lesnouveauxdisparus.com

02 219 11 98

Jamal Youssfi – Directeur artistique :

jamal@lesnouveauxdisparus.com

Charlotte Evrard – Directrice administrative :

charlotte@lesnouveauxdisparus.com